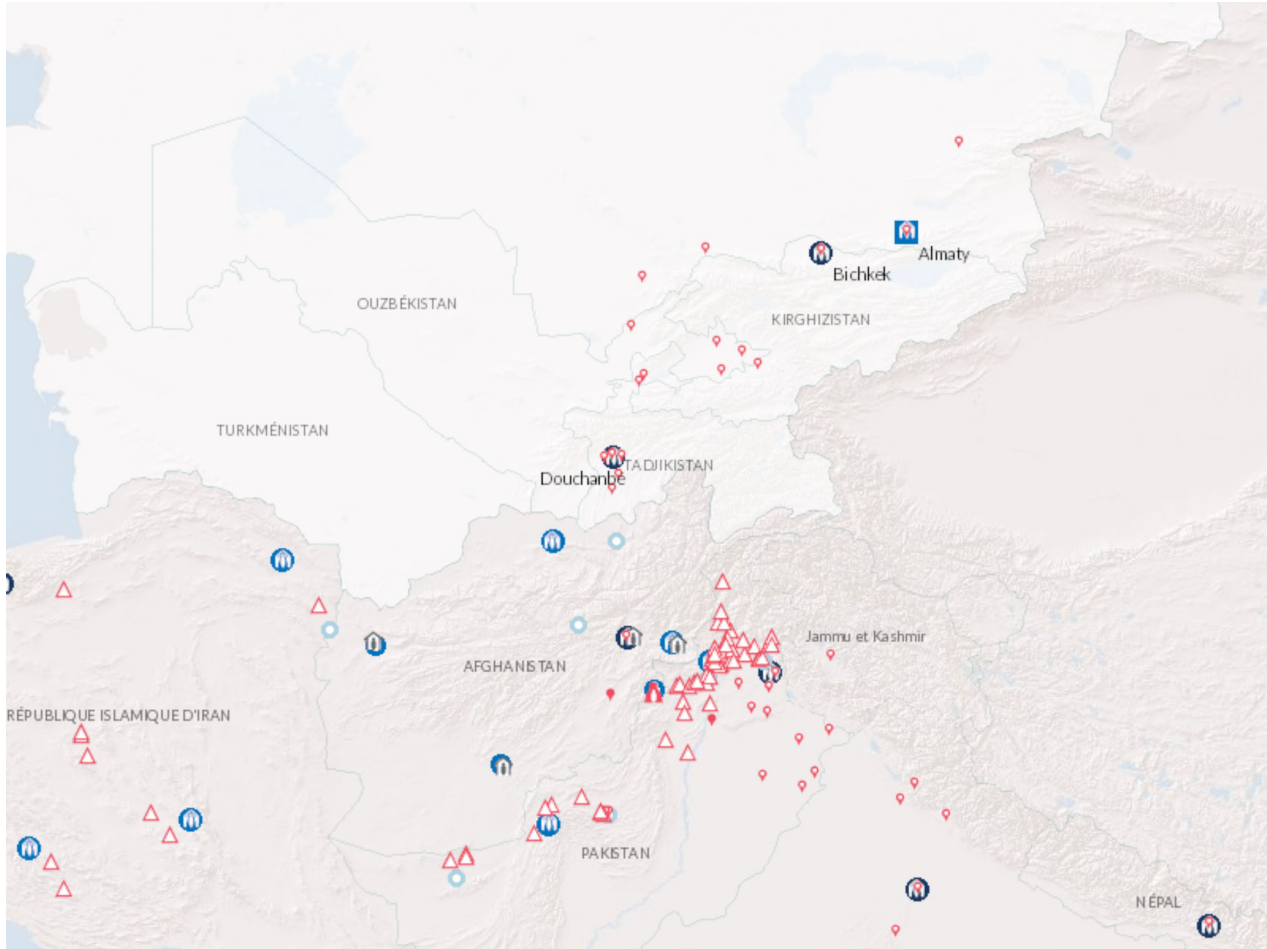
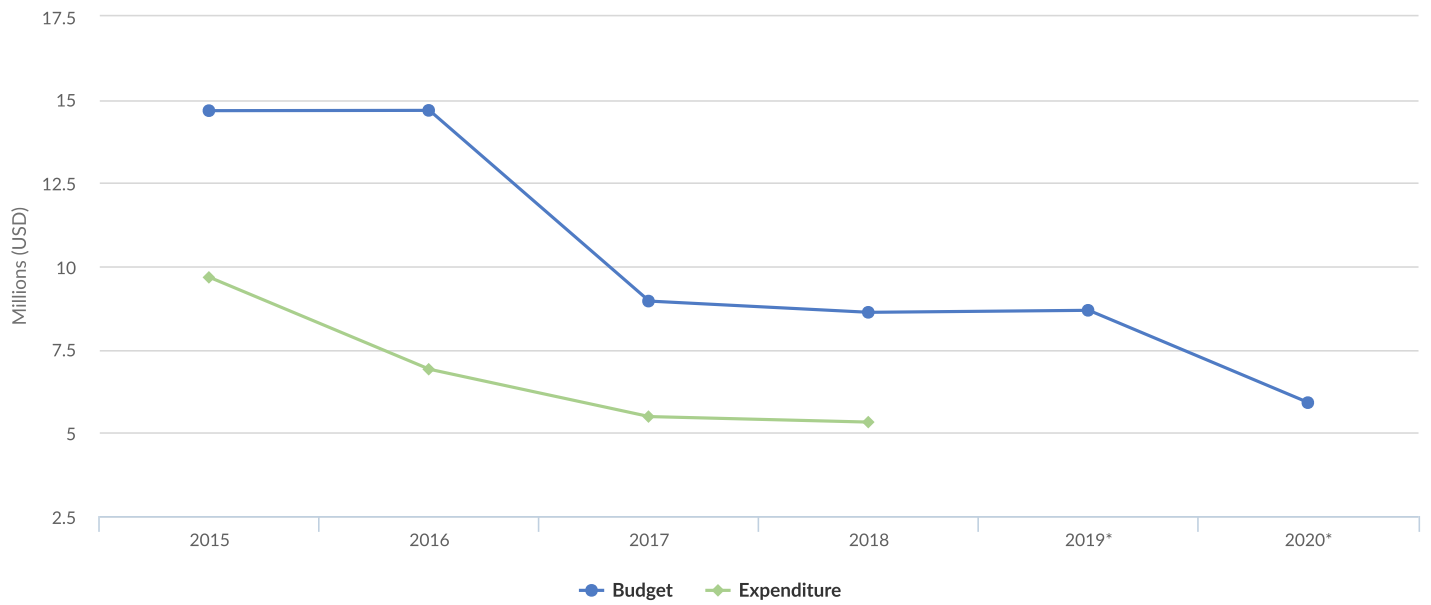


Subregion: Central Asia

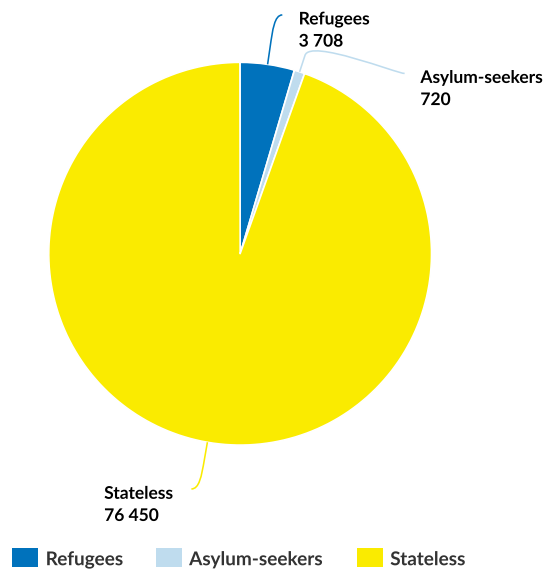
| Kazakhstan | Kirghizistan | Tadjikistan | Turkménistan | Ouzbékistan |



Budgets and Expenditure in Subregion Central Asia



People of Concern - 2020 [projected]



Environnement opérationnel

L'environnement opérationnel, notamment sur le plan politique, sécuritaire, social et économique, restera en grande partie inchangé en 2020 en Ouzbékistan et au Turkménistan. Les politiques intérieures de ces États continueront à se focaliser sur le développement socio-économique, la création d'un climat propice aux investissements et sur la limitation de l'immigration. Les réformes menées en Ouzbékistan feront progresser la coopération régionale dans le secteur social et économique, ainsi que dans les secteurs de la gestion des frontières, de la sécurité et de l'énergie. Les relations avec des pays limitrophes comme la Chine et la Fédération de Russie continueront de déterminer largement le contexte géopolitique de la sous-région. Les politiques intérieures et étrangères seront dominées par les impératifs de sécurité nationale, en raison de la proximité de l'Afghanistan et des inquiétudes liées à une éventuelle propagation du terrorisme. En conséquence, les pays continueront probablement à renforcer la concentration des pouvoirs et de l'autorité politiques. Ces politiques pourraient avoir une incidence négative sur la situation des droits de l'homme et entraîner des restrictions supplémentaires à la liberté d'expression, d'association et de religion. Cette question, aggravée par le manque de volonté, de la part du pouvoir politique, de remédier au sort des réfugiés et des demandeurs d'asile, restera un défi essentiel pour la préservation du fragile espace de protection. À cet égard, le processus d'Almaty continuera de jouer un rôle important en incitant les États à accorder l'attention voulue aux questions d'asile et de migrations mixtes. Aucune modification législative ou politique d'envergure n'est attendue sur les questions liées à l'asile et aux réfugiés en 2020. L'accès à l'asile en Ouzbékistan et au Turkménistan restera impossible dans la pratique du fait de politique de fermeture des frontières adoptées par ces États.

Le HCR s'attend à ce que les pays d'Asie centrale continuent de coopérer à la réduction et à la prévention de l'apatridie dans le cadre de la campagne mondiale #IBelong (#Jexiste), destinée à mettre fin à l'apatridie. Au Turkménistan, le Plan d'action national 2019-2024, adopté en janvier 2019, pourrait accélérer les efforts de réduction. En Ouzbékistan, la campagne nationale de délivrance de documents à la population et d'enregistrement des naissances, ainsi que la réforme de l'état civil, entreprises en 2019, pourraient contribuer à la prévention mais également permettre d'identifier un plus grand nombre d'apatrides. La réforme des législations reste l'un des principaux domaines d'activité du HCR, qui veille à ce que des garanties appropriées soient intégrées aux lois nationales pour prévenir l'apatridie.

À compter de janvier 2020, le bureau multipays du HCR à Almaty sera également responsable de la Mongolie. Le plan d'opérations de 2020 est fondé sur les orientations stratégiques 2019-2021 pour l'Asie centrale et s'articule autour de trois priorités : l'élimination de l'apatridie ; l'instauration de régimes d'asile durables et de qualité ; et la collaboration sur la préparation aux situations d'urgence.

Opérations

Il y a actuellement 22 réfugiés relevant du mandat du HCR (ainsi qu'une autre personne relevant de la compétence du HCR) au Turkménistan et 14 en Ouzbékistan. La plupart des réfugiés relevant du mandat de l'organisation sont originaires d'Afghanistan. Il n'y a pas de réfugiés reconnus par l'État dans ces pays. Le HCR ne s'attend pas à ce que de nouvelles demandes d'asile soient déposées, ni à ce que ces États accordent le statut de réfugié en 2020 ou 2021 en raison des politiques restrictives appliquées aux frontières.

Le plus grand nombre d'apatrides déclarés en Asie centrale se trouve en Ouzbékistan, avec environ 78 000 apatrides ; cependant, il se pourrait que ce chiffre, qui n'a pas encore été confirmé officiellement par les autorités ouzbèkes, soit plus faible. Le Turkménistan ne publie pas de données officielles sur le nombre d'apatrides présents dans le pays mais les ONG estiment la population apatride à 4300 personnes. Cependant, la mise en œuvre du Plan d'action national, récemment adopté, pourrait donner des indications sur l'ampleur du phénomène au Turkménistan. D'autres cas d'apatridie devraient être résolus au Turkménistan et en Ouzbékistan, principalement par la confirmation de la nationalité et des décrets présidentiels accordant la nationalité, comme cela s'est produit par le passé dans les deux pays.

D'ici 2020, le nombre de cas d'apatridie devrait avoir été considérablement réduit. Le HCR réorientera donc ses efforts sur la prévention, en assurant un plaidoyer et en offrant des conseils d'expert sur les amendements législatifs qui amélioreraient les lois sur l'enregistrement des naissances, la citoyenneté et la nationalité et donneraient des garanties permettant de prévenir l'apatridie à l'avenir.

En ce qui concerne la question de l'asile, les opérations se concentreront sur les solutions pour les réfugiés relevant du mandat, notamment et pas seulement par la naturalisation et d'autres modalités de séjour légal, tout en recommandant aux autorités d'assurer l'accès sans entrave au territoire et l'admission aux procédures d'asile. Le HCR offrira son expertise et des possibilités de renforcement des capacités aux magistrats ainsi qu'aux membres des services d'immigration et de la police des frontières. Au niveau sous-régional, l'organisation continuera d'appuyer le Processus d'Almaty, une plateforme consultative intergouvernementale, visant l'harmonisation des régimes d'asile en Asie centrale. Plus précisément, en 2020, le HCR, dans le cadre du Processus d'Almaty, plaidera pour l'harmonisation des statistiques et le partage des données sur les demandes d'asile et la mise en œuvre du mécanisme d'orientation aux frontières.

Le HCR prévoit d'insister sur la nécessité d'une plus grande prise en main gouvernementale d'ici 2021, année où les cinq pays d'Asie centrale célébreront le 30^{ème} anniversaire de leur indépendance.

2020 Budget for Central Asia | USD

Operation	Pillar 1 Refugee programme	Pillar 2 Stateless programme	Pillar 3 Reintegration projects	Pillar 4 IDP projects	Total
Kazakhstan Multi-Country Office	2,260,530	910,765	0	0	3,171,295
Kyrgyzstan	608,450	104,300	0	0	712,750
Tajikistan	1,191,247	828,753	0	0	2,020,000
Total	4,060,227	1,843,818	0	0	5,904,045
